

# RÉVOLUTION CONSERVATRICE

LE PROGRAMME DE LA DISSIDENCE FRANÇAISE

---

RELEVER LE DÉFI IDENTITAIRE

LIBÉRER L'ÉCONOMIE FRANÇAISE

ÉTABLIR LA SOUVERAINETÉ INTÉGRALE

---



**DISSIDENCEFRANÇAISE**

l'alternative **nationale** et **sociale**

# SOMMAIRE

---

INTRODUCTION 3

RELEVER LE DÉFI IDENTITAIRE 4

*Restaurer nos frontières*  
*Refonder le principe de nationalité*  
*Établir la préférence nationale*  
*Protéger et affirmer notre identité*  
*Forger une nouvelle jeunesse*

LIBÉRER L'ÉCONOMIE FRANÇAISE 10

*Instituer la Taxe Unique*  
*Briser les chaînes de l'usure*  
*Développer les solidarités*

ÉTABLIR LA SOUVERAINETÉ INTÉGRALE 14

*Instaurer un gouvernement de salut public*  
*Rétablir la souveraineté nationale*  
*Rénover les institutions*

CONCLUSION 18

*Restez connectés !*

[www.la-dissidence.org](http://www.la-dissidence.org)



## EN BREF

---

La Dissidence Française est un mouvement politique fondé en 2011 par des Français rassemblés autour d'une idée : celle de rompre avec une classe politique totalement dépassée, rongée par la corruption, et incapable de faire face aux défis du XXIème siècle.

Notre mouvement se veut à la fois national et social, engagé sur le terrain militant comme sur celui des idées, n'hésitant pas à brusquer le politiquement correct pour opposer une alternative politique au mondialisme libéral.

*Pour la France  
et les Français d'abord !*

# INTRODUCTION

*Notre pays est au bord de l'abîme : submergé par une invasion migratoire sans précédent, asphyxié par un endettement public colossal et une pression fiscale insoutenable, assujéti aux lobbies, aux communautarismes et aux ingérences étrangères.*

*Ils vous ont trahi. Ils vous ont menti. La caste politique corrompue, qui depuis des décennies s'est accaparée le pouvoir, travaille avec acharnement à la dissolution de la France et de son peuple.*

*Mais notre génération relève la tête. Face à l'urgence de la situation, face à la crise majeure que traverse notre nation, des milliers de Français libres font aujourd'hui le choix de tourner le dos à cette république des partis, des loges et des lobbies qui saccage notre héritage millénaire.*

*Nous ne pouvons pas faire l'économie du courage si l'on veut redresser notre pays. Il est temps d'oser un discours de vérité et de forger une alternative véritable au chaos qui menace.*



*Au carrefour de toutes les révoltes et de toutes les colères, avec l'énergie d'une jeunesse libérée des illusions libérales-libertaires et de la pensée unique, la Dissidence Française fait le choix de relever ces défis, et de formuler des propositions claires pour remettre la France sur les rails de sa destinée.*

*Notre projet de salut public, clair, radical et avant-gardiste, est destiné à libérer les potentialités de notre nation et à amorcer un véritable mouvement de révolution conservatrice qui portera un coup d'arrêt à la subversion libérale et mondialiste.*

*Vincent Vaudin*

# RELEVER LE DÉFI IDENTITAIRE

Depuis plus de 40 ans, la France est submergée par une immigration massive et incontrôlée de populations d'origines extra-européennes.

Ces dernières années, cette pression migratoire s'est accrue dans des proportions inédites, à tel point que des territoires entiers de notre pays se retrouvent aujourd'hui peuplés à majorité d'immigrés ou de leurs descendants, bouleversant la physionomie millénaire de notre patrie.

Le chômage, la délinquance, le terrorisme et le communautarisme résultent de cette mutation démographique orchestrée par les élites mondialistes au détriment des peuples.

Dans le même temps, notre identité nationale est baffouée et salie. Notre jeunesse est corrompue par la drogue et l'individualisme.

Nos valeurs ancestrales sont niées et notre culture commune est menacée d'effacement.

Le temps presse. Mais des solutions existent.

Voici ce que nous ferons, pour relever avec courage et lucidité ce défi identitaire.

# I RESTAURER NOS FRONTIÈRES

- Les accords de Schengen, portant sur la libre-circulation des personnes au sein de l'UE sont révoqués à l'initiative de la France. Les contrôles aux frontières sont systématiquement et définitivement rétablis.
- Le droit d'asile est aboli, l'OFPRA est dissous. Sauf exception, les demandeurs d'asile présents sur le territoire national sont systématiquement expulsés.
- L'ensemble des partenariats économiques et militaires avec les pays méditerranéens sont conditionnés à la mise en oeuvre par ces derniers d'une véritable politique de lutte contre les filières d'immigration clandestine.
- Toutes les demandes de visas ou de titres de séjour doivent désormais être instruites exclusivement dans le pays d'origine du demandeur.



## II REFONDER LE PRINCIPE DE NATIONALITÉ

- Le droit du sol et le regroupement familial sont abolis. La prééminence du droit du sang pour l'acquisition de la nationalité française est réintroduite, avec effet rétroactif. Peu nombreuses, les exceptions sont fondées sur le mérite et l'assimilation véritable, et concernent notamment les étrangers ayant loyalement servi dans l'armée française.
- Les étrangers ou binationaux ayant commis un crime ou délit grave ces 10 dernières années sont déchus de leur nationalité ou de leur droit de séjour et systématiquement expulsés.
- Les associations soutenant l'immigration clandestine sont dissoutes, la propagande cosmopolite est prohibée.
- Les financements publics ou étrangers des mosquées ou des lieux de cultes sont interdits. Les associations communautaires liées à des réseaux islamistes internationaux sont dissoutes et interdites.

”

*La discrimination fonde le principe de nationalité.  
Sans distinction claire entre ce qui est national et  
ce qui est étranger, il n'y a tout simplement pas  
de nation possible.*

“

### III ÉTABLIR LA PRÉFÉRENCE NATIONALE

- Toutes les offres d'emplois, de logements, d'allocations et prestations sociales sont réservées en priorité aux nationaux. La commande publique est réservée aux entreprises Françaises et notamment aux PME. La préférence nationale est affirmée constitutionnellement.
- Les chefs d'entreprises employant en connaissance de cause des immigrés clandestins sont systématiquement condamnés à de lourdes peines dissuasives.
- L'Aide Médicale d'Etat, l'Allocation Temporaire d'Attente, et les autres prestations sociales dont bénéficiaient les clandestins en attente de régularisation sont supprimées.
- Les subventions publiques octroyées aux associations immigrationnistes ou communautaristes sont intégralement supprimées.
- L'Office Français de l'Immigration et de l'Intégration (OFII) est réorganisé, et ses activités se limitent désormais à l'aide au retour des immigrés dans leurs pays d'origine.



## IV PROTÉGER ET AFFIRMER NOTRE IDENTITÉ

- Les racines charnelles et millénaires de la France, européennes et chrétiennes, sont affirmées et protégées constitutionnellement.
- La loi Taubira est abolie. Les "mariages" célébrés entre personnes de même sexe sont frappées de nullité.
- La Procréation Médicalement Assistée (PMA) et la Gestation Pour Autrui (GPA) sont interdites. Les contrevenants s'exposent à des peines d'emprisonnement.
- La natalité Française est encouragée. Les incitations à l'avortement et à l'euthanasie sont combattues. L'IVG relève désormais d'une procédure exceptionnelle dont la nécessité médicale doit être formellement établie.
- Les budgets alloués à la préservation et à la rénovation du patrimoine historique sont augmentés et sanctuarisés.



## V FORGER UNE NOUVELLE JEUNESSE

- Le service militaire obligatoire des jeunes est rétabli. Un service civique alternatif est prévu pour les jeunes Françaises. Ce service obligatoire prévoit la formation au permis de conduire.
- Une guerre totale est menée contre la drogue, les dealers et les trafiquants. L'apologie de la consommation de drogue est formellement condamnée. Les peines relatives à l'usage et à la détention de stupéfiants, cannabis inclu, sont alourdies.
- Les programmes de l'Education Nationale sont réformés en profondeur. L'enseignement des fondamentaux et de l'Histoire de France est réhabilité, le baccalauréat est refondé et les filières de l'apprentissage sont revalorisées. Le port d'uniformes spécifiques à l'école est encouragé.
- Les enseignements de la "théorie du genre" et de "l'écriture inclusive" sont prohibés et remplacés par une sensibilisation au patriotisme et à la citoyenneté dès l'école primaire.

”

*Héritière d'une civilisation millénaire, notre jeunesse doit s'affranchir de l'idéologie soixante-huitarde pour renouer avec son Histoire et forger la nouvelle espérance Française.*

“

# LIBÉRER L'ÉCONOMIE FRANÇAISE

La dette publique de la France s'élève à 97,5% de notre PIB, soit, en 2015, plus de 2090 milliards d'euros.

Le système fiscal français compte plus de 210 taxes et impôts différents. Le taux réel de prélèvements obligatoires en France atteint plus de 50% du PIB. Ces prélèvements pèsent tant sur les ménages que sur les entreprises et ne permettent ni de financer efficacement les dépenses publiques, ni d'assurer l'équilibre budgétaire.

Au-delà des pourcentages, il y a une réalité : celle d'une économie productive asphyxiée, de plus de 60 000 faillites d'entreprises par an, de plus de 7 millions de chômeurs, et d'une pauvreté omniprésente qui mènent des millions de ménages au surendettement.

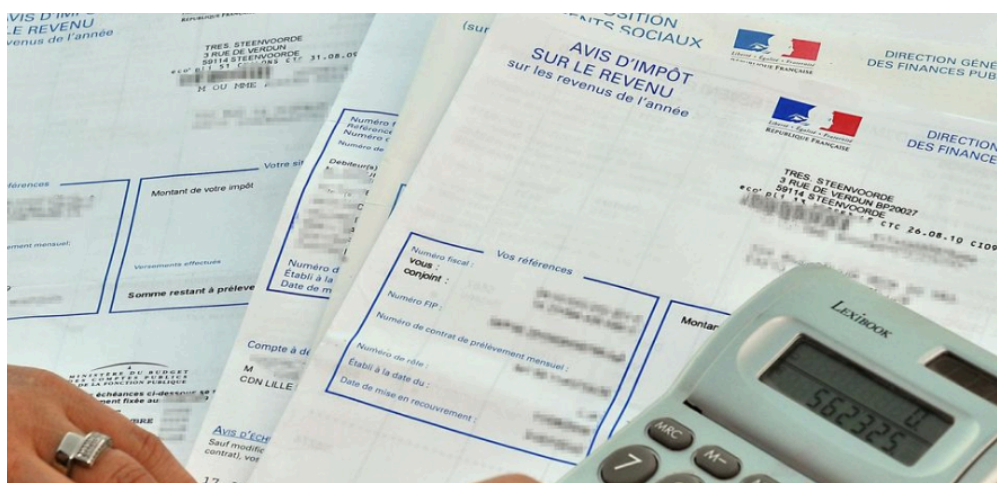
Il faut radicalement changer notre façon de concevoir l'impôt. Il faut donner aux entreprises et aux contribuables les moyens de se projeter dans l'avenir.

Il faut briser les chaînes de l'usure, protéger l'économie Française des excès de la finance spéculative, de la concurrence déloyale et du dumping social, fiscal et environnemental.

Pour cela il faut une thérapie de choc, un véritable élan de libération fiscale, loin des vieilles recettes inefficaces du siècle dernier.

# I INSTITUER LA TAXE UNIQUE

- L'ensemble des taxes, impôts directs et indirects, cotisations sociales et patronales, sont progressivement supprimés pour les entreprises comme pour les particuliers.
- En remplacement, il est institué une Taxe Unique portant sur l'ensemble des transactions électroniques opérées sur le territoire Français.
- Le taux normal de cette Taxe Unique est déterminé annuellement, prend en compte l'inflation et les exigences budgétaires, et ne peut excéder 9%.
- La détaxation de proximité est introduite dans le calcul de ce taux, qui peut être majoré pour les produits importés et minoré pour les produits issus de circuits courts afin d'encourager une production et une consommation locale.
- Les transactions électroniques ciblées par la Taxe Unique comprennent les paiements et retraits par cartes bancaires, par chèques et virements bancaires, mais également l'ensemble des transactions financières, y compris celles relevant du trading à haute fréquence.



## II BRISER LES CHÂÎNES DE L'USURE

- Il est institué un moratoire de 5 ans sur le paiement de la dette et de ses intérêts. Ce moratoire porte tant sur la dette de l'État que sur celles des collectivités locales et de la Sécurité Sociale.
- Une commission d'enquête indépendante est missionnée afin d'effectuer un audit approfondi de la dette publique, des taux d'intérêts consentis par les prêteurs ces 30 dernières années, et de la répartition des détenteurs d'obligations souveraines entre étrangers et nationaux.
- À l'issue de cet audit, une renégociation globale de la dette publique est entreprise et un défaut de paiement partiel est décidé en s'attachant à sauvegarder en priorité l'épargne des ménages Français.
- Les activités bancaires de dépôt/crédit et celles d'investissement spéculatif sont strictement séparées. Les activités spéculatives des banques d'affaires ne bénéficient plus de la garantie de l'État.

”

*Il est temps de mettre un terme aux excès d'une finance devenue folle et de libérer l'État de son emprise. L'économie réelle et productive doit être protégée de la spéculation financière.*

“

### III DÉVELOPPER LES SOLIDARITÉS

- Un plan d'urgence pour l'hébergement, la prise en charge et la réinsertion des sans-abris est institué, prévoyant la réquisition de logements vides détenus à des fins spéculatives.
- Un statut particulier pour les mères de famille est mis en place. Il prévoit la possibilité pour les mères de bénéficier d'un revenu minimum garanti lorsqu'elles font le choix de quitter leur emploi pour se consacrer à leurs enfants et à leur foyer.
- Pour faciliter la réinsertion sociale et lutter contre l'assistanat, l'ensemble des bénéficiaires de prestations sociales qui n'exercent aucune activité sont désormais tenus d'effectuer, une fois par semaine, des travaux d'intérêt général au sein de leur commune de résidence.
- Un service public de la dépendance est créé, afin de garantir à nos anciens, et notamment aux plus fragiles et isolés d'entre eux, un accompagnement et un soutien de la communauté nationale.



# ÉTABLIR LA SOUVERAINETÉ INTÉGRALE

La France s'enfonce dans le déclin. Jadis forte et respectée dans le monde, notre Nation n'est plus que l'ombre d'elle-même.

Sous le joug de la tyrannie des partis, des loges et des lobbies, notre pays a perdu son indépendance économique, politique, militaire et diplomatique.

La République a failli. Le mirage démocratique se dissipe. Une petite caste parisienne s'est arrogé tous les pouvoirs.

Corrompus et déconnectés du pays réel, ils oeuvrent méthodiquement au démantèlement de la France et des vestiges de sa souveraineté.

L'État n'est plus qu'un instrument de domination et de spoliation du peuple Français.

Pour mettre en oeuvre l'ensemble des mesures que nous défendons, il est indispensable de libérer l'État des influences étrangères, des pressions communautaires, des versatilités démocratiques, et rendre à la puissance publique son autorité et sa fonction régaliennne.

C'est ce que nous ferons.

Car la souveraineté véritable, c'est la souveraineté intégrale.

# I INSTAURER UN GOUVERNEMENT DE SALUT PUBLIC

- Un gouvernement de salut public est institué. Il dispose de pouvoirs exceptionnels (art. 16 de la Constitution), et légifère par ordonnances. Il prête serment de servir la Nation, de garantir les libertés fondamentales, et d'oeuvrer à la renaissance nationale.
- La Constitution de la Vème République est révisée puis soumise à l'approbation du peuple Français par référendum.
- Les fonctionnaires binationaux ou étrangers sont suspendus. Les fonctionnaires et les élus ayant prêté le serment maçonnique sont révoqués.
- Les moyens matériels et humains de la Police, des Douanes, de l'Administration Pénitentiaire, du Renseignement et de la Gendarmerie sont augmentés.
- Le laxisme judiciaire est combattu, la tolérance zéro est appliquée. Les peines prononcées sont exécutées. L'automatisme des remises de peine est annulée. Les peines planchers sont rétablies.



## II RÉTABLIR LA SOUVERAINÉTÉ NATIONALE

- La participation de la France à l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) est suspendue.
- Les participations de la France à l'Union Européenne, à la Zone Euro, ainsi qu'aux Traités de Libre-Échange Transatlantiques (CETA/TAFTA) sont suspendues. L'exécution des autres traités internationaux est garantie. La France s'engage dans la construction d'une Europe des Nations libres et indépendantes.
- Les entreprises des secteurs stratégiques (énergie, défense, aérospatiale etc.) sont placées sous contrôle public.
- Le budget de la Défense Nationale est porté à 3,5% du PIB. Le maintien en condition opérationnelle des composantes de notre force de dissuasion nucléaire est sanctuarisé constitutionnellement.



### III RÉNOVER LES INSTITUTIONS

- La commune est reconnue comme l'échelon démocratique fondamental, auquel un maximum de compétences sont transférées. Les consultations citoyennes et référendum locaux sont systématisés.
- Les échelons départementaux et régionaux relèvent désormais de simples subdivisions administratives. Leurs compétences sont transférées aux communes et à l'État.
- Le nombre de parlementaires est réduit à 500, dont 250 députés élus au scrutin proportionnel, et 250 sénateurs pour moitié élus par les maires au scrutin majoritaire et pour l'autre tirés au sort sur une liste de maires volontaires. La fraude fiscale devient un motif d'inéligibilité définitive.
- Les subventions à la presse, aux partis politiques et aux syndicats sont supprimées. La pratique des sondages d'opinion est encadrée.
- Les lois d'entrave à la liberté d'expression et à la recherche historique sont abrogées. La neutralité du Net est sanctuarisée.

”

*Un maximum d'autorité en haut pour un maximum de libertés en bas. Telle est notre vision de l'État nouveau que nous entendons reconstruire sur les ruines de cette république à bout de souffle.*

“

# CONCLUSION

---

Confrontée à une conjonction de défis sans précédent, menacée d'effacement et de déclassement, la France est à la croisée des chemins.

Deux options sont sur la table. La première option, c'est de continuer comme avant, de reproduire les mêmes schémas, d'appliquer les mêmes programmes, de se bercer des mêmes illusions. La seconde, c'est d'oser un discours de vérité, c'est de braver le politiquement correct et forger une alternative nationale et sociale pour rendre à la France son éclat et sa foi dans l'avenir.

Depuis plusieurs années, la Dissidence Française a fait la démonstration de sa capacité à ouvrir de nouvelles perspectives et à brusquer les conformismes pour faire entendre une autre voix.

Ce programme de gouvernement rassemble nos solutions pour sortir de la crise économique, politique et identitaire qui frappe notre nation et à laquelle on ne peut répondre par de simples réformes ou des demi-mesures insignifiantes.

La Dissidence Française vous convie à une oeuvre de refondation essentielle qui mêle l'audace et le bon sens, l'énergie et la volonté.

Le déclin de la France n'est pas une fatalité. Et nous allons le prouver.

*Impossible n'est pas Français !*



**RETROUVEZ-NOUS  
SUR LES RÉSEAUX SOCIAUX**



**#DissidenceFrançaise**

DISPONIBLE EN TÉLÉCHARGEMENT SUR :

[WWW.LA-DISSIDENCE.ORG](http://WWW.LA-DISSIDENCE.ORG)